



Déclaration liminaire **CAPL n°3 du 7 juillet 2015**

De nouveau, le gouvernement doit convaincre Bruxelles qu'il parviendra à réduire le déficit public en dessous des 3 % d'ici 2017. La course effrénée à la baisse des dépenses publiques se poursuit – le ministère des Finances prévoit 9 milliards d'économie supplémentaires en 2015 et 2016 – ce qui impacte en premier lieu les agents de la Direction Générale des Finances Publiques : budgets de fonctionnement en baisse, gel du point d'indice depuis 2010, suppressions d'emplois, réduction drastique du plan ministériel de qualification...

Ce mouvement local se déroule dans un contexte catastrophique avec des vacances d'emplois monstrueuses. Il manque encore 1 829 agents en intégrant les premières affectations des agents stagiaires. Comment faire fonctionner les services dans ces conditions ? Ce sont plus de 32 000 emplois supprimés depuis 2002.

Ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés. Le démantèlement du maillage territorial, la menace que représente la fermeture de la trésorerie de Cadenet ainsi que les fermetures de services au public deux demi-journées par semaine (et parfois plus encore), en sont une illustration flagrante !

En Vaucluse, nous ne sommes pas en reste puisque nous connaissons un déficit de 13 agents C, autant de suppressions d'emplois déguisées.

Le volume de recrutement dans la catégorie C est largement insuffisant. La CGT Finances Publiques demande le recrutement immédiat des deux listes complémentaires des concours interne et externe (plus de 1 000 agents) qui ne combleraient que partiellement le déficit de la catégorie C. La réponse de la Direction Générale, face à cette pénurie de personnel, c'est le recrutement « low-cost » d'apprentis à la DGFIP, on croit rêver !

La CGT Finances Publiques réaffirme que l'administration doit recruter à hauteur des besoins : pourvoir les postes vacants et créer des postes statutaires pour le bon fonctionnement des services ; afin que les agents effectuent leurs missions dans les meilleures conditions possibles.

La CGT Finances Publiques dénonce la volonté de l'administration de maintenir les services en sous effectifs chroniques alors que les emplois sont budgétés.

Ce projet de mouvement met en évidence la gestion de la pénurie dans notre département.

La CGT Finances Publiques du Vaucluse rappelle son attachement à l'affectation au seul critère de l'ancienneté administrative et dénonce une multiplication des détachements.

La CGT Finances Publiques du Vaucluse exige qu'une affectation plus fine soit déclinée pour les agents affectés en direction par pôle et par service. Les élus CGT défendront en séance les vœux des agents affectés en direction.